

Bertrand Diard : « La France est au niveau zéro dans son soutien au numérique »

Même si quelques sujets importants demeurent inscrits à l'agenda de l'actuel quinquennat (en particulier avec le passage de la loi Lemaire en commission mixte paritaire la semaine prochaine), Tech in France, l'ex-Afdel, a déjà les yeux rivés sur la prochaine Présidentielle. [Comme Syntec Numérique d'ailleurs](#). Les deux organisations abordent la campagne avec un nouveau président et la volonté de présenter, avec d'autres organisations du secteur, un front uni. Avec la volonté de peser dans le débat, ce qu'elles n'avaient pas réussi à faire en 2012.

Quelques jours après [son élection pour deux ans à la tête de Tech in France](#), association regroupant éditeurs de logiciels et services Internet, *Silicon.fr* s'est entretenu avec Bertrand Diard. Rappelons que ce dernier est le co-fondateur de Talend, un des succès récents du logiciel à la française qui envisage aujourd'hui une cotation en bourse aux Etats-Unis. Toujours membre du conseil d'administration de cet éditeur Open Source, Bertrand Diard a par ailleurs co-fondé en 2014 une nouvelle start-up spécialisée dans le marketing, Influans.

Vous venez d'être élu à la tête de Tech in France. Quelles sont vos premières priorités ?

Bertrand Diard : En plus de notre rôle opérationnel auprès de nos adhérents éditeurs de logiciels ou sociétés de service Internet, une organisation comme la nôtre doit contribuer à familiariser nos dirigeants aux enjeux de nos métiers, à accompagner nos institutions sur ces sujets. Par rapport à la précédente élection présidentielle il y a 5 ans, les dirigeants s'intéressent aujourd'hui au sujet du numérique. Il y a une prise de conscience du besoin de transformer la société française dans les élites politiques et du fait que le numérique est une composante clef de cette transformation. Mais avoir les buzzword en bouche, c'est une chose, articuler ce chantier en est une autre. Le constat, c'est qu'aujourd'hui, on est proche du niveau zéro dans le modèle construit pour supporter l'écosystème du numérique. Heureusement que la France bénéficie de fondamentaux très forts, comme notre propension à favoriser depuis des décennies les cursus mathématiques. C'est un actif fort, mais c'est insuffisant pour assurer la création de valeur en France.

Le niveau zéro, c'est un peu dur, non ?

C'est peut-être un peu caricatural, car des avancées sont à porter au crédit d'Emmanuel Macron, Axelle Lemaire ou Fleur Pellerin. Mais regardons les choses en face. Le CAC 40 connaît peu de renouvellement et n'intègre aucune entreprise du numérique. Dans le même temps, ce sont les Gafa qui portent les marchés boursiers de l'autre côté de l'Atlantique. Aujourd'hui, la France investit 0,03 % de son PIB dans le capital risque. Aux Etats-Unis, c'est 0,3 %. En Israël, 0,4 %.

Comment comptez-vous faire de cette thématique un enjeu de la campagne présidentielle ?

Nous publierons à la rentrée une feuille de route, et elle ne se contentera pas de mesurette. Bien sûr, celle-ci reviendra sur des débats récents, comme la stabilité du dispositif de Crédit impôt recherche ou l'attribution d'actions gratuites. Sur ce sujet, on avait fait un pas en avant en 2015 et on recule aujourd'hui de quatre. Va-t-on pénaliser une économie entière à cause des excès d'une

seule personne (allusion à Carlos Ghosn, NDLR) ?

Mais le fond du sujet touche aux modèles de financement. On ne peut pas développer des entreprises réalisant un milliard d'euros de chiffre d'affaires avec des tickets de 3 millions de dollars. Tout comme on ne peut pas conquérir les Etats-Unis, un marché 10 fois plus gros que le nôtre, avec des investissements aussi faibles. Or, en France, trouver des fonds qui vous supportent à hauteur de 30 ou 50 millions de dollars demeure très complexe.

Que suggérez-vous ?

On pourrait par exemple réorienter une partie des sommes investies dans l'assurance-vie vers le financement de l'innovation. Les milliards figés dans ce dispositif créent, après déduction de l'inflation, environ 1 % de retour sur le capital. Et les sommes en question sont investies dans des obligations d'état ou de la monnaie ! Si on arrive à infléchir le dispositif pour orienter une partie du capital vers une économie à valeur ajoutée, on peut changer la donne pour le pays. Car les sommes investies dans l'innovation sont à 80 % dépensées dans des emplois. On crée donc ainsi de la richesse qui va être distribuée. Par ailleurs, pour le pays, le numérique est une façon de rayonner à l'international, car les entreprises de notre secteur cherchent immédiatement à exporter leurs technologies.

Le fait que les réussites françaises traversent l'Atlantique pour entrer en bourse, c'est aussi un problème, non ?

Il faut penser le financement des entreprises comme un cycle complet. Si une des parties de cette boucle est défaillante, c'est l'ensemble de la chaîne qui est en risque. La bourse, c'est le bout de cette chaîne, l'élément qui donne la possibilité à Monsieur tout le monde de participer à cet enrichissement. Si Criteo hier ou Talend demain étaient cotés sur le continent, la plus-value potentielle serait accessible à tout un chacun.

Pour peser sur la Présidentielle, ferez-vous front commun avec les autres organisations du numérique ?

Avec le Syntec Numérique et d'autres organisations, nous avons lancé une dynamique pour mener des actions communes en vue de la Présidentielle. Nous abordons la question de la construction de la plate-forme présidentielle ensemble. Au-delà de ce dossier, nous sommes en train d'étudier, avec le Syntec Numérique mais aussi avec d'autres organisations, la question d'une union du numérique pour faciliter les interactions avec les institutions. A ce stade, il s'agit encore davantage d'une ambition que d'un projet très concret.

A lire aussi :

[Réussir sa start-up dans le logiciel : les recettes de Bernard Liautaud](#)

[Logiciel : l'Afdel devient Tech in France](#)

[Emmanuel Macron : pour le financement des start-ups, « l'ISF pose problème »](#)